

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

Projet de loi portant modification aux lois sur le droit de timbre et les taxes assimilées au timbre et majorant les amendes pénales.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le doublement de la taxe de transmission est une nécessité inéluctable de l'heure présente.

Le projet qui vous est soumis le réalise avec divers correctifs tendant à éviter une aggravation de charges trop sensible pour les personnes qui ne disposent que d'un budget modeste, à sauvegarder certains intérêts légitimes de l'agriculture, et à ne point entraver l'activité et le développement de notre commerce et de notre industrie.

Le doublement de la taxe de transmission entraîne évidemment le doublement du droit de timbre établi sur les factures et sur les quittances d'honoraires. Il commande, en outre, au point de vue d'une bonne justice distributive le renforcement du taux de la taxe de luxe et un élargissement considérable du champ d'application de celle-ci.

Deux matières imposables nouvelles sont inscrites dans notre législation sur le timbre et les taxes assimilées au timbre, à savoir, les fournitures de gaz et d'électricité et les contrats de transport.

L'ensemble de la réforme est complété par des mesures frappant de la taxe de transmission l'exportation de certains produits de notre culture et de notre élevage et par diverses dispositions majorant les amendes pénales ainsi que les taxes sur les permis de port d'armes de chasse et de tenderie aux oiseaux et sur les établissements de canardières.

Enfin, le Gouvernement étant résolu à coordonner dans un très bref délai toutes les dispositions légales qui régissent la perception des taxes de transmission, de facture et de luxe, il a cru devoir préparer ce travail par quelques retouches aux textes inscrits au projet sous la rubrique « Dispositions diverses ».

Telle est la physionomie générale du projet que le Gouvernement a l'honneur de confier à vos délibérations.

TAXE DE TRANSMISSION

A. — Doublement.

L'article 2, 2° du projet apporte un correctif très important au doublement pur et simple de la taxe, en maintenant à 1 % la taxe unique et forfaitaire qui frappe les grains destinés à la fabrication de farines panifiables et en conservant l'exemption dont ces farines sont l'objet (art. 3).

Pour les grains indigènes, la même disposition ne subordonne plus la réduction de la taxe à 1 % à la condition que le froment, l'épeautre, le seigle ou le méteil soit vendu, *sans aucun intermédiaire* par le cultivateur au meunier. Ces céréales lorsqu'elles sont vendues à un marchand de grains sont présumées devoir aller à la meunerie et si une autre destination — la distillerie par exemple — vient à leur être donnée, la taxe complémentaire sera perçue. Ainsi, l'application du régime de faveur institué pour les grains par la loi du 2 janvier 1926 sera plus intégralement assurée.

Le projet laisse entièrement debout l'exemption édictée par l'article 49 nouveau de la loi du 28 août 1921 (art. 75, loi du 2 janvier 1926) pour les achats effectués par les particuliers pour leur usage privé ou celui de leur ménage et il conserve l'immunité dont jouissent, pour les transactions qui précèdent la vente au détail, les ventes de pain, de pommes de terre, de lait, de margarine, de saindoux et de sirop. En ce qui concerne la viande congelée, le Gouvernement a dû tenir compte à la fois de l'intérêt qui s'attache à tout ce qui ressortit à l'alimentation populaire et à l'intérêt de l'agriculture.

Déjà sous la législation actuelle, une inégalité était créée au détriment de cette grande industrie, puisque la viande provenant des animaux de notre cheptel est soumise à une taxe qui n'atteint pas la viande congelée importée. Il ne peut être question d'aggraver cette rupture d'équilibre, d'autant plus que dans une bonne économie politique, nous devons développer notre cheptel pour réduire les importations de viande, laisser aux terres les engrais naturels dont elles ont besoin et procurer à notre commerce et à notre industrie les cuirs verts et les issues des animaux abattus.

Le doublement de la taxe de transmission devait attirer l'attention du Gouvernement sur un autre point important de notre activité nationale. Les articles 75 et 79 de la loi du 2 janvier 1926 ont prévu la possibilité d'apporter certains dégrèvements aux importations de marchandises qui sont appelées à être réexportées après avoir subi une main-d'œuvre dans notre pays, ainsi qu'aux produits finis que se font livrer notamment nos constructeurs pour satisfaire aux commandes de l'étranger. Avec une taxe à taux renforcé, il convient de mettre en mains de l'Administration tous les moyens voulus pour graduer aux diverses situations qui se présenteront, le montant de la taxe qui peut être retenu par le Trésor sans entraver nos facultés d'exportation. Les articles 7 et 8 du projet, s'inspirant de l'article 40 de la loi du 4 mars 1846, prévoient que dans les cas envisagés une exonération totale ou partielle pourra être accordée.

Pour les cas de l'article 49^{bis} de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926, où celui qui exporte une marchandise est appelé à en prendre préalablement possession, il convient, en vue d'éviter des abus, qu'une autorisation soit donnée par l'Administration. L'article 7 du projet dispose en ce sens.

Un mot reste à dire au sujet du régime des farines tracé par l'article 66 de la loi du 2 janvier 1926. Le premier alinéa de cet article dispose que la taxe forfaitaire établie par l'article 65 sur les produits de la culture indigène et les grains de maïs couvre la transmission des farines de céréales fabriquées en Belgique lorsque les grains dont ces farines proviennent ont subi la taxe de transmission.

La modification proposée par l'article 3 du projet de loi limite l'effet de cette disposition aux farines panifiables, laissant les autres farines (celles de maïs, d'avoine, etc.) sous le régime du droit commun tel qu'il est fixé par les articles 65, 6^e alinéa et 80 de la dite loi.

Quant aux mots « pour les farines fabriquées avec d'autres céréales des espèces rentrant dans les termes du dit article 65 » ajoutés au 2^e alinéa, ils ne changent rien au sens de la disposition, dont ils se bornent à traduire la portée avec plus de précision.

B. — *Taxe sur le prix de la consommation du gaz et de l'électricité.*

(Art. 6 et 7.)

La suppression de l'exonération de la taxe de transmission pour le gaz et l'électricité a paru se justifier par la double considération :

1^o Qu'en grande partie ces éléments sont affectés à des usages industriels ou commerciaux et que, dans cette mesure, il semble logique de les assujettir à la taxe au même titre que tous les autres produits consommés dans l'industrie et le commerce ;

2^o Qu'en ce qui concerne les particuliers, la consommation du gaz et d'électricité est généralement en fonction du genre de vie de chacun et représente une dépense plus ou moins grande selon le degré d'aisance et d'opulence du consommateur.

La taxe sera payée par le fournisseur d'après le montant global de ses recettes. Elle sera récupérable par lui sur le consommateur. Elle exclut l'exigibilité du droit de timbre de quittance qui est actuellement perçu lors du paiement.

C. — *Taxe à l'exportation.*

La taxe de transmission ne s'applique, en principe, qu'aux livraisons effectuées en Belgique (art. 42, loi du 28 août 1921) et les exportations en sont exemptes (art. 49bis, loi du 28 août 1921, modifié par l'art. 75, loi du 2 janvier 1926).

Toutefois, ce régime n'est pas absolu. Lorsqu'il est établi sur l'ensemble des transmissions dont une marchandise peut être l'objet, une taxe unique et forfaitaire qui est perçue à la destination, c'est-à-dire normalement lors de la livraison faite au consommateur industriel, la circonstance que la marchandise est exportée au lieu d'être livrée à cette destination ne peut faire bénéficier d'une immunité absolue de la taxe de transmission les diverses mutations qui ont précédé l'exportation. L'article 68 de la loi du 2 janvier 1926 fait aux lins, une application intéressante de cette notion.

Dans les cas où une taxe unique forfaitaire est établie à la source, c'est-à-dire dans le cas où un produit est soumis, dès la vente consentie par le producteur lui-même, à une taxe qui couvre les transmissions ultérieures, on comprend

que la circonstance que l'une ou l'autre de ces transmissions conduirait la marchandise à l'étranger, ne peut avoir aucune influence sur la perception qui a dû être faite dès la première transaction. Cette perception est irrévocable quels que soient les faits ultérieurs. Il se peut, il est vrai, que le producteur soit lui-même exportateur, en manière telle que dès le premier stade de transactions commerciales, la destination à l'exportation de la marchandise soit nettement établie. Pour ce cas, qui est celui notamment des engrais chimiques, il est dans l'économie générale de la loi sur la taxe de transmission, d'exonérer cette mutation.

Mais pour certains produits, tels notamment ceux de la culture indigène; où le producteur n'est pas normalement exportateur et où l'exportation, si elle vient à se produire est le fait de négociants qui trafiquent en ces produits, il s'indique de disposer d'une manière générale, que la taxe due à la source sera perçue même si la marchandise vient à être exportée. S'il en était autrement, les intéressés seraient tentés de faire apparaître comme ayant acheté directement à la culture, un négociant qui a traité, en fait, avec un de ses confrères, ce qui troublerait le bon fonctionnement du mécanisme de la loi. C'est dans cet esprit que l'article 2, 2° du projet stipule qu'il est ajouté au 5° alinéa de l'article 65 de la loi du 2 janvier 1926 une phrase portant : « en ce qui concerne les produits » visés aux n°s 1 et 2 du dit article 65; la taxe s'applique même aux marchandises exportées. »

Les restrictions apportées dans le cadre indiqué ci-dessus, à la règle de l'exonération de la taxe en cas d'exportation tiennent au caractère et à l'organisation des taxes forfaitaires.

A une époque où les besoins du Trésor sont particulièrement impérieux, on peut se demander si la franchise illimitée consacrée par la loi du 28 août 1921 en faveur des livraisons faites à l'étranger n'est pas une formule trop absolue et si, pour certains produits, la perception d'une taxe de transmission à l'exportation n'est pas conciliable avec les exigences du commerce international et ne se recommande même pas parfois de l'intérêt général du pays.

C'est ainsi notamment que pour les achats de vivres qu'à la faveur de la hausse des devises appréciées, les étrangers font sur nos marchés, la perception d'une taxe égale à celle qui frappe l'achat des produits destinés à notre propre consommation ne peut être critiquée par personne.

Il faut toutefois être modéré et prudent dans cette voie de taxation des livraisons faites à l'exportation car le problème est complexe en lui-même et est conditionné par des possibilités matérielles d'exécution assez limitées.

On ne peut perdre de vue que notre régime douanier ne connaît plus les droits à la sortie et que la rapidité et les facilités du trafic international sont incompatibles avec une vérification approfondie des marchandises lors de leur sortie du pays.

C'est pourquoi le texte qui vous est soumis a été construit dans le cadre de la taxe de transmission et avec le strict minimum d'intervention du cordon douanier. Son économie générale est facile à saisir et tient en quelques propositions.

L'article 9 du projet énumère les marchandises qui, par dérogation à l'article 49^{bis} de la loi du 28 août 1921, seront imposées à l'exportation.

Il pose en principe que, pour ces marchandises, l'exportation est réputée constituer la livraison à l'étranger ensuite d'un contrat de transmission à titre onéreux. Il ne pourra donc être allégué, le cas échéant, qu'un envoi à l'étranger ne procède pas juridiquement d'une transmission de propriété.

Le texte enjoint à nos commerçants qui vendent à l'étranger un des produits énumérés, d'acquitter pour cette vente la taxe de transmission. De plus, prévoyant l'hypothèse fréquente où l'exportateur a acheté la marchandise en vue de l'exportation, il dispose que, moyennant le paiement par lui de la taxe sur cet achat, l'exportation qui suivra dans les trois jours se fera en franchise de la taxe.

Par là nos exportateurs ne seront pas mis sur un pied d'infériorité vis-à-vis des étrangers qui viennent eux-mêmes faire leurs achats en Belgique. Comme ces derniers, ils n'auront qu'une seule taxe à payer.

On aperçoit d'emblée que dans cette conception la taxe à percevoir doit être celle qui est exigible pour les transactions intérieures, car celui qui vend à l'exportateur et est tenu en cette qualité d'apposer le timbre sur sa facture de vente ignore la destination qui sera donnée à la marchandise par son acheteur.

Cette même considération a déterminé pour les marchandises exemptes de la taxe de transmission, lorsqu'il s'agit de transactions intérieures, une modalité d'application qui explique la différence de rédaction des articles 49³ et 49⁴.

Les œufs et les pommes de terre jouissent d'une exemption absolue de la taxe; dans l'état actuel de notre législation, la perception de la taxe de transmission à l'abatage exclut l'exigibilité du même impôt sur les ventes de bétail et sur les ventes de viandes fraîches de boucherie. L'exportateur réalisera donc son acquisition de l'un ou de l'autre de ces produits sans taxe de transmission et celle-ci ne peut être exigible que lors de la livraison à l'étranger.

Quelques remarques particulières compléteront cet exposé :

a) Dans une certaine mesure, et spécialement pour ce qui concerne les étrangers qui exportent par route les produits qu'ils achètent sur nos marchés, le concours des agents de la douane doit être prévu. Le projet donne au Gouvernement le moyen d'organiser cette intervention.

b) Pour les animaux de boucherie exportés vivants ou abattus, le projet permet, dans un but de facilité, l'établissement d'une taxe fixe par tête de bétail.

c) Dans le commerce des chevaux, le paiement de la taxe de transmission laisse encore beaucoup à désirer et la perception d'une taxe à la sortie fournira au Trésor une juste réparation. Cette perception n'offrira aucune difficulté, l'exportation des chevaux étant subordonnée à une visite sanitaire.

D. — *Contrat de transport.*

Déjà la loi du 10 août 1923, en établissant sur les contrats d'entreprise d'ouvrage une taxe portée à 2 % par la présente loi, a atteint tous les contrats qui ont pour objet la manutention de marchandises dans nos ports, leur chargement ou leur déchargement, leur arrimage ou leur désarrimage, leur surveillance et leur garde.

Si le contrat de transport n'a pas été soumis au même impôt dès la même époque, c'est à la faveur d'une interprétation bienveillante donnée dans l'Exposé des motifs de la loi du 10 août 1923. Le contrat de transport, en effet, n'est qu'une variété du contrat d'entreprise d'ouvrage.

Les textes qui vous sont soumis ne sont donc que la consécration et le développement rationnel d'une législation existante.

A raison de la complexité du contrat de transport et du grand nombre d'inter-

médiaires qui interviennent dans son exécution, il a paru nécessaire de construire le régime des transactions de l'espèce dans un cadre qui leur est propre. Il importe, en effet, d'éviter la répétition de la taxe sur des sommes qui représentent le prix de prestations fournies par certains intermédiaires et qui se retrouvent ultérieurement comme des éléments du compte dressé par d'autres intermédiaires. L'article 16 du projet pose à ce point de vue les principes nécessaires pour éviter ces répétitions de taxe.

Quant au mode de perception, une distinction fondamentale s'impose dans un but de commodité pour le contribuable et pour l'Administration. Là où existent une administration publique ou un concessionnaire chargés du service de transport, la perception de l'impôt sur le montant global des recettes se recommande d'elle-même. Dans d'autres situations où ce poste facile et sûr de perception ne se rencontre pas, il fallait adopter comme document de perception soit la facture délivrée par l'entrepreneur ou l'intermédiaire à son client, soit, dans les rapports entre commissionnaires-expéditeurs ou entre succursales d'une même maison de commission, le document qui s'échange entre eux pour le règlement des comptes.

. . .

Le contrat de location d'objets mobiliers est resté jusqu'à ce jour en dehors de l'emprise du droit de timbre proportionnel. Ce contrat cependant donne lieu à la délivrance de factures et dès lors il est logique d'assujettir celles-ci à un droit qui atteint la généralité des transactions commerciales.

TAXE DE LUXE

A. — *Taxe de séjour et de consommation dans les hôtels, restaurants, pâtisseries, etc.*

L'article 18 a pour objet :

1° De fixer à nouveau les bases et le taux du droit applicable :

- a) Aux dépenses faites du chef des consommations et du séjour dans les hôtels, restaurants et autres établissements où la clientèle consomme sur place;
- b) Aux dépenses faites pour consommations prises dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires.

2° D'atteindre de la taxe de luxe les dépenses faites pour achat des produits de la pâtisserie — y compris les glaces et sorbets — et de la boulangerie fine — à l'exception de certains articles qui seront déterminés par arrêté royal — encore que ces produits ne seraient pas consommés sur place.

Avant la loi du 2 janvier 1926, il n'existait, pour les dépenses visées au 1° ci-dessus, qu'une taxe (5 %) applicable lorsque la dépense *par personne* dépassait, savoir :

Pour un repas : 10 francs;

Pour une chambre : 15 francs;

Pour une journée de pension : 30 francs.

La loi du 2 janvier 1926 a relevé ces minima respectivement à fr. 12.50, 18 francs et 35 francs, et elle a porté la taxe de 5 à 6 %; de plus, elle a prévu

un taux de 8 % lorsque les mêmes dépenses s'élèvent respectivement à 25, 50 et 75 francs.

Ce système a le double inconvénient d'être trop compliqué et de laisser en dehors du champ d'application de la taxe, certaines dépenses dont l'élévation justifie la perception d'un impôt.

La dualité du taux — 6 % et 8 % — entrave la besogne du personnel de l'industrie hôtelière. Il est hautement désirable d'en revenir à l'unité des taux. En égard aux besoins du Trésor, le Gouvernement vous propose de fixer le tarif à 10 %.

D'après les données fournies par certains établissements, il a été constaté que le relèvement des minima de 10, 15 et 30 francs à 12.50, 18 et 35 francs cause un grave préjudice au Trésor. C'est ainsi que, dans certains établissements importants du centre de la capitale, fréquentés par une clientèle aisée, l'application des minima édictés par la loi du 2 janvier 1926, a eu pour conséquence de faire perdre au Trésor un tiers de sa recette et ce, malgré le relèvement du taux de 5 à 6 et 8 %. Si l'on consulte le tarif des hôtels du littoral, on constate que le prix d'un grand nombre de pensions ne dépasse pas 25 francs par jour. Ces dépenses échappent à la taxe de luxe, bien qu'elles impliquent généralement dans le chef de leur auteur l'existence de certaines facultés imposables.

Dans cet ordre d'idées, le projet ramène et gradue à 10, 12 et 25 francs les minima fixés par la loi du 2 janvier 1926.

En ce qui concerne les consommations prises dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires, la loi du 2 janvier 1926 ne les frappe de l'impôt (12 %) que si elles atteignent 10 francs *par personne*. Ce dernier chiffre est évidemment beaucoup trop élevé et aboutit, en fait, à une exonération presque totale des dépenses de cette espèce. Aussi le Gouvernement vous propose-t-il d'abaisser à 3 francs par personne le chiffre au-delà duquel ces dépenses seront frappées de la taxe.

Celle-ci serait ramenée de 12 % à 10 %, qui est le taux applicable pour les dépenses faites dans les hôtels et restaurants.

La seconde réforme que tend à réaliser l'article 18 consiste à atteindre de la taxe de 10 % les produits de la pâtisserie et de la boulangerie fine, même lorsqu'ils ne sont pas consommés sur place, du moment que le prix excède 5 francs.

Il ne vise pas les produits de la chocolaterie, de la confiserie et de la biscuiterie, parce que le Gouvernement se propose de frapper ces articles non pas lors de la vente aux particuliers, mais lors de la vente par le fabricant, conformément aux pouvoirs que lui donne l'article 110 de la loi du 2 janvier 1926.

Enfin, l'article 18 unifie les sanctions dans le sens de l'article 98, 3^e alinéa, de la loi du 2 janvier 1926, et il apporte aux textes existants quelques changements de pure forme nécessaires en vue de la coordination.

B. — *Taxe sur la vente d'objets de luxe.*

Par application de l'article 109 de la loi du 2 janvier 1926, le Gouvernement est autorisé à étendre la nomenclature des articles de luxe. Ce travail est en préparation; seront frappés de l'impôt d'importantes catégories d'objets qui ne sont pas atteints par la législation existante.

Non seulement seront assujettis à la taxe les objets dont le caractère somp-

taire n'est pas douteux, mais aussi ceux qui, sans être en eux-mêmes des articles de luxe, ne servent pas à l'essentiel des besoins de l'homme et dont l'achat dénote un désir de bien-être, un goût du superflu qui offre à l'impôt un champ d'application considérable.

Pour réaliser son œuvre avec la souplesse désirable, et l'adapter aux situations très diverses qui se présentent, le Gouvernement vous demande d'être autorisé à conserver pour certaines catégories de marchandises le taux actuel de 6 % (art. 19).

Dans le même souci de donner au Gouvernement les moyens de réaliser une œuvre pratique, il vous est proposé d'apporter une retouche à l'article 110 de la loi du 2 janvier 1926 de manière à permettre la perception de la taxe de luxe dès la sortie de la fabrique ou à l'importation.

L'article 20 met la taxe sur la réparation d'objets de luxe en harmonie avec celle due sur la vente d'objets de cette espèce (voyez article 105 de la loi du 2 janvier 1926).

C. — Taxe sur la location de coffres-forts en banque.

Le taux de 12 % auquel les quittances du prix de location de coffres-forts sont assujetties par l'article 94, § 2, de la loi du 2 janvier 1926 est ramené à 10 % par l'article 19 du projet de loi.

Cette réforme, qui ne peut avoir sur le rendement de l'impôt aucune conséquence appréciable, a été dictée par le désir d'apporter de l'uniformité dans la législation. Elle est en concordance avec la mesure proposée par l'article 18 concernant le taux dû sur les consommations dans les pâtisseries. Le taux de 12 % disparaît ainsi de la législation sur la taxe de luxe.

DISPOSITIONS DIVERSES ET PRÉPARATOIRES DE LA COORDINATION DES TEXTES SUR LES TAXES ASSIMILÉES AU TIMBRE.

Une série de dispositions du projet de loi tend uniquement à faire disparaître certains défauts de textes de la législation existante sur les taxes assimilées au timbre et à préparer la coordination de celles-ci.

La partie finale de l'article 2 appartient à cet ordre d'idées.

L'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 janvier 1926 a permis de constater que si la perception de taxes forfaitaires produit d'heureux effets dans les cas particuliers où elles ont été instituées par cette loi, il est de toute nécessité, si l'on veut éviter des difficultés inextricables, de bien préciser les objets qui sont soumis à ce régime. C'est ainsi notamment que, pour les plantes médicinales qui sont d'une culture à la fois si limitée et si variée et parfois si exceptionnelle, le régime de droit commun est supérieur à celui du forfait. On s'en rend compte notamment, lorsque l'impôt doit être perçu à l'occasion de l'importation, ce qui oblige la douane à établir une discrimination très délicate et souvent très discutable entre les plantes des espèces cultivées en Belgique — pour lesquelles la taxe forfaitaire est applicable — et les autres plantes — lesquelles restent dans le droit commun. De même encore les déchets et issues visés au 3° de l'article 65 de la loi du 2 janvier 1926, doivent être précisés si l'on veut appliquer cette disposition dans l'esprit qui l'a dictée.

Art. 24. — La loi du 2 janvier 1926 ayant, à l'égard de certains produits,

créé des taxes forfaitaires une fois appliquées et exigibles à l'occasion de la vente par le producteur ou de la vente à l'industriel consommateur, on constate que l'établissement de cette taxe forfaitaire serait un leurre pour le Trésor, si leur perception pouvait être mise en échec à la faveur de la dispense de dresser une facture ou autre écrit pour les ventes de moins de 30 francs.

Prenons l'exemple du beurre acheté par un marchand chez des cultivateurs, par quantités inférieures à 30 francs, sans qu'aucun écrit ait été dressé. Il ne serait pas admissible que les transmissions ultérieures de la marchandise fussent exonérées de l'impôt, sous le prétexte d'une taxe forfaitaire qui, en fait, n'a pas été perçue.

Aussi convient-il, pour les cas de l'espèce, de décider que la confection d'un écrit est obligatoire à l'occasion de la vente qui donne lieu à la perception de la taxe forfaitaire, quel que soit le montant du prix, dès là que l'achat est réalisé en vue de la revente ou d'un usage professionnel.

C'est ce correctif qu'apporte à l'article 52 de la loi du 28 août 1921 l'article 24 du projet, dont l'effet pratique sera surtout d'empêcher qu'abusivement l'acheteur allègue avoir réalisé ses achats par quantités inférieures à 30 francs.

ART. 25. — Rectification d'une erreur purement matérielle, commise dans la rédaction de l'article 77 de la loi du 2 janvier 1926.

* *

La perception de la taxe de transmission à l'importation des marchandises s'effectuant à l'intervention de l'administration des Douanes, il est nécessaire, dans certains cas, de faire participer les agents de cette administration aux opérations de contrôle. L'article 26 du projet leur accorde, à cet effet, le droit d'investigation nécessaire moyennant, toutefois, l'autorisation du Directeur général de l'enregistrement.

* *

L'ajoute proposée par l'article 27 du projet à l'article 83 de la loi du 2 janvier 1926 tend à préciser la portée que le Gouvernement avait attribuée à ce dernier texte en le soumettant au vote des Chambres. La réduction du droit à 1 ‰ (2 ‰ d'après le présent projet de loi) pour les sous-entreprises n'a été établie, en effet, que pour autant que le contrat principal ait, en tant qu'entreprise d'ouvrage, été assujéti au droit plein en vertu de l'article premier, 2° de la loi du 10 août 1923.

* *

ART. 28 et 29. — Dispositions prises en vue de la coordination annoncée ci-dessus, dans laquelle il convient de faire prendre place, parmi les « taxes assimilées au timbre », notamment le timbre de facture et le timbre de quittance sur les paiements d'honoraires.

L'article 30 apporte à l'article 6 de la loi du 16 juillet 1922 un changement de rédaction motivé notamment par le fait que certains paiements sont atteints non par un droit de timbre proprement dit, mais par une taxe y assimilée.

L'article 31 est inspiré par la même considération.

L'article 32 limite au droit de timbre de quittance ordinaire de 20 centimes par 500 francs la portée de l'article 18 de la loi du 10 août 1923.

ART. 33. — Dans le projet de loi déposé à la Chambre des Représentants le

12 novembre 1925, n° 8. et qui est devenu la loi du 2 janvier 1926, le Gouvernement proposait d'établir un droit de timbre fixe de 20 centimes sur les correspondances tendant à la constatation d'engagements commerciaux (art. 30 de ce projet). Mais cette disposition ne fut pas adoptée par votre Assemblée.

Les correspondances dont il s'agit ont donc été laissées dans le droit commun, c'est-à-dire qu'elles restent assujetties au timbre de dimension, lorsqu'elles sont rédigées à titre d'engagements qui ne donnent pas ouverture au droit de timbre proportionnel (Code du 25 mars 1891, art. 9, 25°).

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de régler le sort définitif de ces écrits dans le sens de l'exonération pure et simple.

Le Ministre des Finances,

B^{on} HOÛTART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten op het zegel en de met het zegel gelijkgestelde taksen en tot verhooging van de strafrechtelijke geldboeten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De verdubbeling van de overdrachtstaks is een onvermijdelijke behoefte van dezen tijd.

Het ontwerp dat u onderworpen wordt, verwezenlijkt ze met inachtneming van onderscheidene verzachtingsmiddelen om een al te gevoelige verzwaring van lasten te vermijden voor de personen die slechts over een matige begrooting beschikken, om sommige wettige belangen van den landbouw te vrijwaren en om den bloei en de ontwikkeling van onzen handel en onze nijverheid niet te belemmeren.

De verdubbeling van de overdrachtstaks heeft natuurlijk de verdubbeling van het op de facturen en de honorariaakwijtschriften vastgesteld zegelrecht tot gevolg. Zij noopt daarenboven, uit oogpunt van een billijke verdeling, tot het verhoogen van het cijfer der weeldetaks en tot een aanmerkelijke verruiming van het toepassingsveld dezer.

Twee nieuwe belastbare zaken zijn ingeschreven in onze wetten op het zegel en de met het zegel gelijkgestelde taksen, en wel de leveringen van gas en electriciteit en de vervoerovereenkomsten.

Het geheel der hervorming wordt aangevuld met maatregelen waarbij eene overdrachtstaks is gesteld op den uitvoer van sommige voortbrengselen van onzen akkerbouw en onze teelt en met onderscheiden bepalingen tot verhooging van de strafrechtelijke geldboeten alsmede de taksen op de toelatingen tot het dragen van jachtwapens en tot het zetten van vogelstrikken en op de eendenkooi-inrichtingen.

Daar, ten slotte, de Regeering er toe besloten is binnen een zeer korten tijd al de wetsbepalingen samen te ordenen welke de heffing van de overdrachts-, de factuur- en de weeldetaks regelen, heeft zij geacht dit werk te moeten voorbereiden door enkele wijzigingen in de teksten, in het ontwerp voorkomende onder de rubriek « Allerlei bepalingen ».

Aldus is het in het algemeen gelegen met het ontwerp dat de Regeering de eer heeft aan uwe beraadslaging te onderwerpen.

OVERDRACHTSTAKS

A. — Verdubbeling.

Bij artikel 2, 2°, van het ontwerp wordt een zeer belangrijke verbetering gebracht aan de eenvoudige verdubbeling der taks, door de enkele en forfaitaire taks voor granen bestemd tot broodmeelbereiding op 1 t. h. te behouden en de vrijstelling voor dat meel te handhaven (art. 3).

Voor inlandsch graan, wordt voor de vermindering der taks op 1 t. h. niet meer als voorwaarde gesteld, dat de tarwe, de spelt, de rogge of de masteluin *zonder eenig tusschenpersoon* door den landbouwer aan den molenaar verkocht wordt.

Deze graangewassen, indien verkocht aan een graanhandelaar, worden vermoed bestemd te zijn voor de meelfabriek en, ingeval zij een andere bestemming — de stokerij bij voorbeeld — krijgen, wordt de bijkomende taks geheven. Aldus zal het gunstregime, door de wet van 2 Januari 1926 ingesteld, voor het graan, meer integraal verzekerd zijn.

Het ontwerp laat volkomen onaangetast de vrijstelling voorzien bij het nieuwe artikel 49 van de wet van 28 Augustus 1924 (art. 75 van de wet van 2 Januari 1926) ten aanzien van de aankopen door particulieren voor eigen gebruik of dat van hun gezin gedaan en behoudt eveneens, voor de hierbedoelde verhandelingen, de vrijstelling voorzien ten opzichte van den verkoop in het klein, den verkoop van brood, aardappelen, melk, margarine, reuzel en stroop. Voor het bevroren vleesch heeft de Regeering tegelijk rekening moeten houden en met het belang voor alles wat op de voedselvoorziening van de bevolking betrekking heeft en met het belang van den landbouw. Reeds onder de huidige wetgeving was er ten nadeele van dezen grooten tak onzer bedrijvigheid een zekere ongelijkheid in het leven geroepen, vermits het vleesch voortkomende van de dieren van onzen veestapel aan eene taks was onderworpen, welke niet werd geheven op het ingevoerde bevroren vleesch. Er kan geen sprake van zijn deze evenwichtsstoornis nog te verergeren, dit des te minder daar wij, voor een goed staathuishoudkundig beleid, onzen veestapel moeten uitbreiden om den invoer van vleesch te verminderen, voor onze landerijen de noodige natuurlijke meststoffen te behouden en aan onzen handel en onze nijverheid de onbereide huiden en den bruikbare afval van de geslachte dieren te bezorgen.

Bijgevolg wordt bij artikel 4 van het ontwerp een geringe taks gevestigd op den invoer van bevroren vleesch.

De verdubbeling van de overdrachtstaks moest de aandacht van de Regeering op een ander belangrijk punt van 's lands bedrijvigheid vestigen. Bij artikelen 75 en 79 der wet van 2 Januari 1926 werd de mogelijkheid voorzien in zekere gevallen ontheffing van taks toe te staan voor den invoer van goederen, die opnieuw moeten uitgevoerd worden na hier te lande eene bewerking te hebben ondergaan, alsmede voor de afgewerkte producten welke onze constructeurs namelijk doen aanvoeren om te voldoen aan bestellingen uit het Buitenland. Met een verhoogde taks behooren tevens ter beschikking van het Beheer al de noodige middelen gesteld om het bedrag van de taks, welke door de Schatkist kan worden geheven, aan de verschillende toestanden, die zich zullen voordoen, aan te passen zonder onze uitvoermogelijkheden te belemmeren.

Bij artikelen 7 en 8 van het ontwerp, steunende op artikel 40 der wet van

4 Maart 1846, wordt voorzien dat in de bedoelde gevallen algeheele of gedeeltelijke vrijstelling zal kunnen toegestaan worden.

Voor de gevallen, bedoeld bij artikel 49^{bis} van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij voornoemd artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926, dat de persoon, die eene koopwaar uitvoert, geroepen is daarvan vooraf bezit te nemen, is het, ter voorkoming van misbruiken, noodig dat door het Beheer toelating worde gegeven. Artikel 7 van het ontwerp geeft voorschriften in dien zin.

Nóg blijft een woord te zeggen over de voor het meel geldende regeling, voorzien bij artikel 66 van de wet van 2 Januari 1926. Bij het 1^e lid van dat artikel wordt bepaald, dat de forfaitaire taks, geheven in uitvoering van artikel 65 op de producten van den inlandschen graanbouw en op het maïsgraan, de overdracht dekt van het in België gefabriceerde graanmeel, wanneer op het graan, waar dit meel van voortkomt, de overdrachtstaks betaald is.

De wijziging, voorgesteld bij artikel 3 van het wetsontwerp, beperkt de uitwerking van die bepaling tot het voor broodbereiding dienende meel, doch laat het andere meel (maïsmeel, havermeel, enz.) onderworpen aan het stelsel van het gemeen recht, zooals dit is vastgesteld bij artikelen 65, 8^e lid en 80 van genoemde wet.

Wat betreft de woorden « voor het meel gefabriceerd met ander koren van de soorten aangegeven bij bedoeld artikel 65 », welke aan het 2^e lid worden toegevoegd, dient gezegd, dat zij in niets den zin wijzigen van de bepaling, waarvan zij enkel de beteekenis nauwkeuriger omschrijven.

B. — *Taks op den prijs van het verbruik van gas en electriciteit.*

(ART. 6 en 7.)

De afschaffing van de vrijstelling van overdrachtstaks voor gas en electriciteit bleek gerechtvaardigd door de dubbele overweging :

1^o dat deze elementen grootendeels tot nijverheids- of handelsdoeleinden bestemd zijn en dat het, derhalve, logisch toeschijnt ze, net al sal de andere in de nijverheid en den handel verbruikte producten, aan de taks te onderwerpen ;

2^o dat, wat de particulieren betreft, het verbruik aan gas en electriciteit doorgaans verband houdt met de levenswijze van een ieder en een min of meer groote uitgaaf vertegenwoordigt al naar den graad van het vermogen of den welstand van den verbruiker.

De taks zal door den leveraar betaald worden volgens het gezamenlijk bedrag van zijne ontvangsten. Zij zal door hem op den verbruiker worden verhaald. Zij sluit de vorderbaarheid uit van het kwijtschriftzegelrecht dat thans bij de betaling wordt geheven.

C. — *Taks bij den uitvoer.*

De overdrachtstaks is, in beginsel, maar toepasselijk op de in België gedane leveringen (art. 42, wet van 28 Augustus 1921) en de uitgevoerde artikelen zijn er van vrijgesteld (art. 49^{bis}, wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij art. 75, wet van 2 Januari 1926).

Dit stelsel is echter niet onbeperkt. Wordt op het geheel der overdrachten waarvan eene koopwaar het voorwerp kan uitmaken, een eenige en forfaitaire taks ter bestemming geheven, d. w. z. normaal bij de levering gedaan aan den

industrieel-verbruiker, dan kan, om wille van de omstandigheid, dat de koopwaar wordt uitgevoerd in plaats van te dier bestemming te worden afgeleverd, geen onbeperkte vrijstelling van de overdrachtstaks worden toegestaan voor de verschillende overdrachten, die vóór den uitvoer hebben plaats gehad. Artikel 68 van de wet van 2 Januari 1926 geeft, wat het vlas betreft, een belangwekkende toepassing van dit begrip.

Ingeval een eenige forfaitaire taks bij de bron wordt geheven, d. w. z. wanneer een product, bij den verkoop door den voortbrenger zelf, onderworpen is aan eene taks, welke de latere overdrachten dekt, dan is het duidelijk, dat het feit van den uitvoer van de koopwaren ingevolge de een of andere overdracht geen invloed kan hebben op de taksheffing, die bij de eerste handelsverrichting is moeten geschieden. Deze heffing is onherroepelijk, onverschillig wat er later gebeurt. Nu kan het, weliswaar, dat de producent zelf uitvoert, zoodat duidelijk van de eerste handelsverrichting af, is uitgemaakt dat de koopwaar voor uitvoer bestemd is. In dit geval, dat zich namelijk voor de kunst meststoffen voordoet, ligt het in de algemeene strekking van de wet op de overdrachtstaks, dergelijke overdracht vrij te stellen.

Voor sommige producten, zooals, onder andere, die van binnenlandsche voortbrenging waarvan de producent niet normaal uitvoerder is en de eventueele uitvoer geschiedt door kooplieden, die in die producten handel drijven, ligt het evenwel voor de hand in het algemeen te bepalen, dat de bij de bron verschuldigde taks zal geheven worden zelfs als de koopwaar uitgevoerd wordt. Ware het anders, dan zouden de belanghebbenden geneigd zijn een koopman, die in feite met een ander koopman gehandeld heeft, te doen doorgaan als hebbende rechtstreeks van den voortbrenger gekocht, wat eene storing zou zijn van de goede werking der wet. In dezen geest wordt bij artikel 2, 2° van het ontwerp bepaald, dat aan het 3° lid van artikel 68 van de wet van 2 Januari 1926 een volzin wordt toegevoegd, houdende dat, voor de onder nummers 1 en 2 van genoemd artikel 68 bedoelde producten, de taks zelfs op de uitgevoerde goederen wordt toegepast.

De binnen het hierboven aangegeven kader aangebrachte beperkingen van den regel betreffende de vrijstelling van taks bij uitvoer houden verband met den aard en de regeling van de forfaitaire taksen.

Op een tijdstip, dat de behoeften van de Schatkist van bijzonder dringenden aard zijn, kan men zich afvragen of de onbeperkte vrijstelling, bij de wet van 28 Augustus 1921 gehuldigd ten voordeele van de leveringen in het buitenland, niet een te absolute formule is en of de heffing van eene overdrachtstaks bij uitvoer, voor sommige producten, niet overeen te brengen is met de eischen van den internátionalen handel en soms zelfs in het algemeen belang van het land niet is aan te bevelen.

Zoo kan, namelijk, door niemand worden bekibbeld dat voor den aankoop van levensmiddelen, welke vreemdelingen, begunstigd door den hoogen wisselstand der goudmunten, op onze markten komen opkopen, eene taks worde geheven gelijk aan die, welke wordt toegepast op den aankoop van de voor binnenlandsch verbruik bestemde producten.

Op dien weg van taksheffing op voor uitvoer bestemde leveringen, is evenwel gematigdheid en voorzichtigheid geboden; immers, het vraagstuk is uiteraard ingewikkeld en wordt beheerscht door tamelijk beperkte stoffelijke uitvoeringsmogelijkheden.

Men mag niet uit het oog verliezen, dat ons tolstelsel geen uitvoerrechten

meer kent, en dat de snelheid en het gemak van het internationaal handelsverkeer onvereenigbaar zijn met een grondig nazien van de koopwaren, wanneer zij het land verlaten.

Daarom is de tekst, die u wordt voorgelegd, opgebouwd binnen het kader van de overdrachtstaks en met het oog op een zoo gering mogelijke tussenkomst van de douane. Zijn algemeene inrichting is licht te begrijpen en is vervat in enkele volzinnen.

Artikel 9 van het ontwerp geeft eene opsomming van de koopwaren, die, met afwijking van artikel 49^{bis} van de wet van 28 Augustus 1921, bij den uitvoer aan de taks zijn onderworpen.

Het stelt als grondslag vast, dat de uitvoer, voor die goederen, aanzien wordt als zijnde eene levering in het buitenland ingevolge eene overdrachtsovereenkomst ten bezwarenden titel. In voorkomend geval zal dus niet kunnen aangevoerd worden, dat eene verzending naar het buitenland rechtskundig niet zou voortspuiten uit eene overdracht van eigendom.

De tekst legt onze handelslieden, die een der opgenoemde producten in het buitenland verkoopen, de verplichting op de overdrachtstaks voor dien verkoop te voldoen. Tevens wordt daarbij, in het vooruitzicht van het vaak voorkomend geval van den uitvoerder, die de koopwaar met de bedoeling ze uit te voeren gekocht heeft, bepaald, dat, tegen betaling door hem van de taks op dien aankoop, de uitvoer binnen drie dagen daarna mits vrijstelling van taks zal kunnen geschieden.

Op die wijze zullen onze uitvoerders niet achteruit gesteld worden ten opzichte van de vreemdelingen, die zelf hunne aankopen in België komen doen. Evenals dezen, zullen zij maar een enkele taks te betalen hebben.

Men merkt dadelijk dat in dien geest de te heffen taks diegene moet zijn welke voor binnenlandsche transacties vorderbaar is, want degene die aan den uitvoerder verkoopt en als zoodanig gehouden is het zegel op zijne verkoopfactuur te plakken, kent de bestemming niet welke door zijn koper aan de koopwaar zal gegeven worden.

Uit deze zelfde overweging is, voor de koopwaren vrij van overdrachtstaks als het binnenlandsche transacties geldt, eene toepassingsvoorwaarde gevolgd, die het verschil verklaart tusschen den tekst van artikelen 49³ en 49⁴ :

Eieren en aardappelen genieten onbeperkte vrijstelling van taks; zooals onze wetten nu zijn, sluit de heffing van de overdrachtstaks bij het slachten de opvorderbaarheid uit van dezelfde belasting op den verkoop van vee en op den verkoop van versch slachtvleesch. De uitvoerder zal derhalve de eene of de andere dezer producten zonder overdrachtstaks aankopen en deze taks mag maar vorderbaar wezen bij de levering in den vreemde.

Enkele bijzondere opmerkingen zijn van aard deze memorie aan te vullen :

a) Inzonderheid wat de vreemdelingen betreft, die te lande de producten uitvoeren welke zij op onze markten aankopen, moet de medewerking van de tolbeambten in zekere mate worden voorzien. Het ontwerp doet de Regeering het middel aan de hand om deze medewerking in te richten;

b) Voor levend of gedood uitgevoerde slachtdieren, laat het ontwerp gemakshalve toe, een vaste taks per stuk vee in te voeren;

c) In den paardenhandel, laat de betaling van de overdrachtstaks nog veel te wenschen over en deswege zal de heffing van eene taks bij den uitvoer de

Schatkist een billijke vergelding verschaffen. Deze heffing zal geen enkele moeilijkheid opleveren, aangezien paarden vóór den uitvoer worden gekeurd.

II. — *Vervoerovereenkomst.*

De wet van 10 Augustus 1923, waardoor op de overeenkomsten van werkondernemingen eene taxe werd gevestigd — welke door deze wet op 2 t. h. wordt gebracht — heeft al de overeenkomsten getroffen in zake behandeling van goederen in onze havens, lading of ontlading, stouwen of verstouwen, toezicht en bewaking.

Werd toen de vervoerovereenkomst niet aan dezelfde belasting onderworpen, dan was zulks het gevolg van een welwillende verklaring welke werd gegeven in de Memorie van Toelichting der wet van 10 Augustus 1923. De vervoerovereenkomst behoort feitelijk tot de overeenkomsten van werkondernemingen.

De u voorgelegde teksten zijn dus niet anders dan bekrachtiging en de redematige uitbreiding van eene bestaande wetgeving.

Wegens de ingewikkeldheid van de vervoerovereenkomst en wegens het groot getal personen die tusschenbeide komen in de uitvoering ervan, bleek het noodzakelijk de regeling van dergelijke overeenkomsten in een eigen kader te omschrijven. Men dient inderdaad te vermijden dat de taxe herhaald worde op sommen die den prijs vertegenwoordigen van door sommige tusschenpersonen geleverde waren, sommen die later teruggevonden worden in de rekening van andere tusschenpersonen. Artikel 16 van het ontwerp stelt op dit stuk de vereischte bepalingen om de taxe-herhaling te vermijden.

Wat de wijze van inning betreft, moet men grondig onderscheid maken, zulks met het oog op den schatplichtige en op het Bestuur. Waar een openbaar bestuur of een concessiehonder belast zijn met den vervoerdienst, wordt de inning van de belasting op het globaal bedrag der inkomsten van zelf gedaan. Waar de inning niet zoo gemakkelijk en zoo zeker kan geschieden, moest men als inningsbewijs aannemen, hetzij de door den ondernemer of den tusschenpersoon afgeleverde factuur, hetzij, tusschen expediteurs of tusschen bijhuizen van een zelfde verzendingshuis, het bewijs dat onder hen wordt afgeleverd bij de regeling der rekeningen.

*
* * *

De huurovereenkomst van roerende goederen was tot nog toe niet vatbaar voor het evenredig zegelrecht. Deze overeenkomst geeft nochtans aanleiding tot de aflevering van facturen en diensvolgens is het billijk deze aan een recht te onderwerpen, dat de handelsovereenkomsten in het algemeen treft.

WEELDETAXE

A. — *Verblijfs- en verbruikstaxe in de hotels, spijshuizen, pasteibakkerswinkels, enz.*

Artikel 18 streeft er naar :

1^o Opnieuw de grondslagen en het bedrag vast te stellen van het recht dat toepasselijk is :

a) Op de uitgaven voortvloeiende uit het verblijf en het verbruik in hotels, spijshuizen en andere inrichtingen waar de klant ter plaatste verbruikt;

b) Op de uitgaven voortvloeiende uit het verbruik in pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijkaardige inrichtingen.

2° De weeldetaxe toepasselijk te maken op de uitgaven voortvloeiende uit het aankopen van de voortbrengselen der pasteibakkerij — ijsroom en ijsdranken inbegrepen — en van de fijnbakkerij — met uitzondering van zekere artikelen die bij Koninklijk besluit worden bepaald — zelfs als deze voortbrengselen niet ter plaatse verbruikt worden.

Vóór de wet van 2 Januari 1926, bestond voor de onder het vorenvermeld 1° bedoelde uitgaven, slechts eene taxe (5 t. h.) die toegepast werd als de uitgave *per persoon* overschreed :

Voor een eetmaal : 10 frank ;

Voor eene kamer : 15 frank ;

Voor een dag pensioen : 30 frank.

De wet van 2 Januari 1926 heeft deze minima onderscheidenlijk gebracht op fr. 12.50, 18 frank en 35 frank, en de taxe werd van 5 op 6 t. h. verhoogd ; bovendien heeft zij een taxebedrag van 8 t. h. voorzien wanneer dezelfde uitgaven onderscheidenlijk 25, 50 en 75 frank beloopten.

Dit stelsel biedt een dubbel nadeel : het is te ingewikkeld en zekere uitgaven waarvan het bedrag de inning van eene belasting wettigt, vallen niet onder de toepassing der taxe.

De dubbele maatstaf — 6 en 8 t. h. — bemoeilijkt het werk van het personeel der hotelnijverheid. Het is hoogst wenschelijk tot de eenheid van het taxebedrag terug te komen. Gezien de behoeften van de Schatkist, stelt de Regeering U voor het tarief op 10 t. h. vast te stellen.

Uit de inlichtingen verstrekt door zekere inrichtingen, is gebleken dat de verhooging van de minima (10, 15 en 30 frank gebracht op 12,50, 18 en 35 frank) een aanzienlijk nadeel veroorzaakt aan de Schatkist. Zoo komt het dat in zekere belangrijke inrichtingen van het centrum der hoofdstad, die door een gegoede clienteele bezocht worden, de toepassing der minima vastgesteld door de wet van 2 Januari 1926, aanleiding gaf tot het verlies voor den Staat, van een derde van zijne ontvangst; dit ondanks de verhooging van het bedrag van 5 t. h. op 6 en 8 t. h. Zoo men het tarief van de hotels der zeekust nagaat, dan stelt men vast dat de prijs van een groot aantal pensioenen niet 25 frank per dag overschrijdt.

Deze uitgaven ontsnappen aan de weeldetaxe alhoewel zij bij den persoon die ze doet het bestaan van zeker belastbaar vermogen veronderstellen.

In die richting, herleidt het ontwerp op 10, 12 en 25 frank de door de wet van 2 Januari 1926 vastgestelde minima.

Wat betreft het verbruik in de pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijkaardige inrichtingen, wordt door de wet van 2 Januari 1926 slechts eene taxe gevestigd (12 t. h.) zoo de uitgave 10 frank *per persoon* beloopt. Dit laatste cijfer is natuurlijk veel te hoog en loopt feitelijk uit op eene nagenoeg geheele vrijstelling van belasting voor de uitgaven van dien aard. Derhalve stelt de Regeering u voor op 3 frank te brengen het bedrag boven hetwelk deze uitgaven zullen belast worden.

B. — Taxe op den verkoop van weeldezaken..

Bij toepassing van artikel 109 der wet van 2 Januari 1926 is de Regeering gemachtigd de lijst der weeldeartikelen uit te breiden. Dat werk wordt voorbereid; door de belasting zullen getroffen worden belangrijke categorieën van zaken die door de bestaande wet niet getroffen worden.

Worden niet enkel aan de taxe onderworpen de zaken waarvan het karakter van pracht aan geen twijfel onderhevig is, maar ook zaken, die op zich zelf wel geen weeldeartikelen zijn, maar toch niet dienen voor de allereerste behoeften van den mensch en waarvan de koop een zekeren wensch van genot, een neiging tot het overtollige te kennen geeft, die voor de belasting een ruim toepassingsgebied open stelt. Om haar werk met de gewenschte lenigheid uit te voeren en het aan de verschillende toestanden, die zich kunnen voordoen, aan te passen, vraagt de Regeering u machtiging om voor sommige categorieën van waren het huidig bedrag van 6 t. h. te mogen behouden (art. 19).

Deze werd van 12 t. h. op 10 t. h. gebracht, dat het bedrag is dat toepasselijk is voor de uitgaven gedaan in de gasthoven en spijshuizen.

De tweede hervorming die door art. 18 moet verwezenlijkt worden, bestaat hierin met 10 t. h. te treffen de voortbrengselen van de pasteibakkerij, van de fijne bakkerij, zelfs wanneer zij niet ter plaatse zelf gegeten worden, wanneer de prijs 5 frank te boven gaat.

De produkten van chocolade goed, van geconfijt en van beschuitgebak worden niet bedoeld, daar de Regeering voornemens is die artikelen te treffen niet bij den verkoop aan de particulieren, maar bij den verkoop door den fabrikant, overeenkomstig de macht haar verleend door artikel 110 der wet van 2 Januari 1926.

Artikel 18 brengt eenvormigheid in de sancties in den zin van artikel 98, derde lid der wet van 2 Januari 1926 en het brengt aan de bestaande teksten eenige wijzigingen naar den vorm toe, die noodig zijn met het oog op de samenordering.

Met dezelfde bezorgdheid om aan de Regeering de middelen te verschaffen van een practisch werk te verwezenlijken, wordt U voorgesteld een wijziging toe te brengen aan artikel 110 van de wet van 2 Januari 1926, derwijze dat de weelde-taxe kunne geïnd worden van zoodra de fabriek de zaak aflevert of zij ingevoerd wordt.

Artikel 20 stelt de taxe op de herstelling van weeldevoorwerpen in overeenstemming met die welke verschuldigd is op den verkoop van dergelijke voorwerpen (zie artikel 105 van de wet van 2 Januari 1926).

C. — Taxe op het huren van brandkasten in de banken.

Het bedrag van 12 t. h. waaraan de kwijtschriften voor den huurprijs van brandkasten onderhevig zijn, luidens artikel 94, § 2 van de wet van 2 Januari 1926, wordt gebracht op 10 t. h. door artikel 19 van het wetsontwerp.

Deze hervorming, welke op de opbrengst van de belasting geen gevoelige uitwerking mag hebben, is ingegeven geworden door den wensch om eenvormigheid in de wetgeving te brengen. Zij komt overeen met den maatregel voorgesteld bij artikel 18 betreffende het bedrag verschuldigd op het verbruik in de pasteibakkerswinkels. Het bedrag van 12 t. h. wordt aldus uit de wet op de weeldetaxe verwijderd.

Verschillende bepalingen tot voorbereiding van de samenordering der teksten betreffende de belastingen, gelijkgesteld met het zegelrecht.

Een reeks bepalingen van het wetsontwerp strekken uitsluitend tot het doen verdwijnen van sommige leemten bij den tekst der bestaande wetgeving op de belastingen, gelijkgesteld met het zegelrecht en tot het voorbereiden van hun samenordering.

Het eindgedeelte van artikel 2 behoort tot die orde van gedachten. De ervaring, opgedaan sedert het in voege treden der wet van 2 Januari 1926, heeft doen vaststellen, dat, indien de inning van forfaitaire belastingen gelukkige uitslagen oplevert in de bijzondere gevallen waarbij zij worden ingevoerd door die wet, het volstrekt noodzakelijk is, indien men onoverkomelijke moeilijkheden wil vermijden, nauwkeurig de voorwerpen moet aanduiden welke aan dit regiem onderworpen zijn. Aldus is, voor de geneeskundige planten, wier teelt zoo beperkt en tevens verscheiden is, evenals soms zoo uitzonderlijk, het stelsel van gemeen recht beter dan het forfaitair stelsel. Zulks wordt bevonden, namelijk, als de belasting moet geïnd worden ter gelegenheid van den invoer, wat het Tolbeheer verplicht een zeer kiesch en dikwijls betwistbaar verschil te maken tusschen de planten wier soorten in België worden gekweekt — en waarop de forfaitaire belasting toepasselijk is — en de andere planten, die onderworpen blijven aan het gemeen recht. Even zóó moeten de afvallen en overschotten, bedoeld bij n^o 3 van artikel 65 der wet van 2 Januari 1926, nauwkeurig worden aangeduid, indien men die bepaling wil toepassen in den geest waarin zij werd opgevat.

ART. 24. — Waar de wet van 2 Januari 1926 voor sommige producten forfaitaire taxes heeft geheven die eenmaal toegepast worden en eischbaar zijn ter gelegenheid van den verkoop door den voortbrenger of van den verkoop aan den industrieel-verbruiker, stelt men vast dat de heffing van die forfaitaire taks voor de Schatkist een fopperij zou zijn, moest de inning er kunnen te niet gedaan worden dank zij de vrijstelling van het opmaken van een factuur of van een ander geschrift voor allen verkoop ten bedrage van minder dan 30 frank.

Laten wij het voorbeeld kiezen van boter, door een koopman aangekocht bij landbouwers, per hoeveelheden beneden de 30 frank zonder geschrift. Het ware niet aan te nemen dat de latere overdrachten der waar vrij van de belasting zouden zijn, onder voorwendsel van een forfaitaire taks die, in feite, niet geïnd is geworden.

Het komt er dan ook op aan met het oog op dergelijke gevallen te beslissen dat het opmaken van een geschrift verplichtend is bij elken verkoop die aanleiding geeft tot de inning van de forfaitaire taks, welke ook het bedrag van den prijs weze, zoodra de aankoop verwezentlijkt is met op het oog op den wederverkoop of tot beroepsdoeleinden.

Het is die verbetering, welke gebracht wordt aan artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 door artikel 24 van het ontwerp, waarvan het practisch uitwerksel vooraal zal zijn te beletten dat de koper wederrechtelijk zal aanvoeren zijn aankopen gedaan te hebben per hoeveelheden beneden de 30 frank.

ART. 25. — Verbetering van een lautere stoffelijke missing, begaan bij het opstellen van artikel 77 der wet van 2 Januari 1926.

Daar het heffen van de overdrachtstaxe bij den invoer der koopwaren door tusschenkomst van het Tolbeheer geschiedt is het, in sommige gevallen, noodig dat de bedienden van dit beheer aan de toezichtsverrichtingen kunnen deel nemen. Door artikel 26 van het ontwerp wordt hun te dien einde het noodige navorschingsrecht toegekend, mits machtiging daartoe vanwege den algemeenen bestuurder van registratie.

* * *

De toevoeging door artikel 27 van het ontwerp aan artikel 83 der wet van 2 Januari 1926 voorgesteld, heeft voor doel de dracht te omschrijven welke de Regeering aan dezen laatsten tekst had toegekend toen ze dezen aan de Kamers ter stemming voorlegde. De vermindering van het recht op 1 p. d. (2 p. d. volgens het aanhangige wetsontwerp) voor de onderaannemingen werd inderdaad slechts bepaald voor zooveel op het hoofdkontrakt, als werkonderneming, het volle recht werd geheven krachtens het eerste artikel, 2° der wet van 10 Augustus 1923.

* * *

Art. 28 en 29. — Bepalingen met het oog op de hooger aangehoudenigde samenordening, waarbij onder meer het factuurzegel en het kwitantiezegel op de betalingen van eereloonen tusschen de met « het zegel gelijkgestelde taxes », dienen opgenomen te worden.

Door artikel 30 worden de bewoordingen van artikel 6 der wet van 16 Juli 1922 gewijzigd; zulks was noodig omdat op zekere betalingen niet het eigenlijke zegelrecht doch wel een daarmede gelijkgestelde taxe geheven wordt.

Artikel 31 is door dezelfde reden ingegeven.

Door artikel 32 wordt de dracht van artikel 18 der wet van 10 Augustus 1923 beperkt tot het gewoon kwitantiezegelrecht van 20 centiemen per 500 frank.

Art. 33. — In het, op 12 November 1925, n° 8, bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend wetsontwerp, dat de wet van 2 Januari 1926 geworden is, stelde de Regeering voor een vast zegelrecht van 20 centiem te heffen op de briefwisseling waarbij handelsverbintenissen geconstateerd werden (art. 30 van dit ontwerp).

Maar die beschikking werd door uwe Vergadering niet aangenomen.

De bedoelde briefwisseling bleef dus onderworpen aan het gemeene recht, dit is, zij dienen opgemaakt op formaatzegel, wanneer zij bedoeld zijn als geschreven verbintenis, waarvoor het evenredig zegelrecht niet opgelegd is. (Wetboek van 25 Maart 1891, art. 9, 25°).

De Regeering is van oordeel dat het lot dezer geschriften voorgoed dient geregeld in den zin van de vrijstelling zonder meer.

De Minister van Financiën,
B^{on} HOUTART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi modifiant les dispositions qui régissent la perception des taxes de transmission, de facture et de luxe.

Ontwerp van wet houdende wijziging van de wetten op het zegel en de met het zegel gelijkgestelde taxes, en verhooging van de strafrechtelijke geldboeten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les taux de la taxe de transmission, ceux du timbre de facture et du timbre de quittance sur les honoraires sont portés au double de leurs montants actuels.

ART. 2.

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 65 de la loi du 2 janvier 1926 :

1° La phrase suivante est ajoutée au cinquième alinéa :

« Elle s'applique, en ce qui concerne les produits visés sous le 1° et le 2°, même aux marchandises exportées. »

2° Les huitième et neuvième alinéas sont remplacés par un article 65^{bis} ainsi conçu :

« La taxe établie par l'article précé-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Ministerraad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden.

EERSTE ARTIKEL.

Het bedrag van de overgangstaxe, van de factuurzegels en van de kwijtschriftzegels op de honoraria wordt op het dubbel gebracht van het huidig bedrag.

ART. 2.

Volgende wijzingen worden gebracht in artikel 65 van de wet van 2 Januari 1926 :

1° Volgende zin wordt toegevoegd bij lid 5 :

« Voor de sub 1° en 2° genoemde voortbrengselen, wordt ze zelf op de ingevoerde goederen toegepast. »

2° Alineas 8 en 9 worden vervangen door een artikel 65^{bis}, luidend aldus :

« De bij voorgaand artikel gevestigde

dent est réduite à 1 %, pour le froment, l'épeautre, le seigle et le méteil lorsqu'ils sont destinés à la panification et vendus par le producteur au meunier ou déclarés en consommation au nom de ce dernier.

» Elle est perçue au même taux pour les ventes des produits de l'espèce provenant de la culture indigène, qui sont consenties par le producteur à un négociant en grains sous réserve de la perception de la taxe complémentaire de 3 % sur la revente de ces produits à un consommateur agricole ou industriel autre qu'un meunier ou à un marchand détaillant. Cette taxe complémentaire est également perçue sur la revente qui serait faite dans les mêmes conditions par le meunier, de céréales qu'il n'aurait pas affectées à la fabrication de farine panifiable. Si le meunier affecte lui-même les céréales soit à la vente en détail, soit à une destination agricole ou industrielle autre que la meunerie, il est tenu de compléter la perception à due concurrence de la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal. »

3° Les mots suivants sont ajoutés au dernier alinéa :

« Ou de la vente à l'exportation et décider que, dans ce dernier cas, la taxe sera réduite à moitié ».

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article 65 :

« Le Gouvernement est autorisé à arrêter la liste des produits tombant sous l'application du présent article. »

ART. 3.

L'article 66 de la loi du 2 janvier 1926 est modifié comme suit :

« La taxe perçue en exécution de l'article précédent sur le froment, l'épeautre, le seigle et le méteil couvre la trans-

taxe wordt verlaagd tot 1 t. h. voor tarwe, spelt, rogge en masteluin bestemd voor broodbereiding en door den voortbrenger verkocht aan den molenaar of in naam van dezen laatste tot het verbruik aangegeven.

» De taxe wordt op hetzelfde bedrag geheven voor de verkooping van dergelijke voortbrengselen voortkomende van de binnenlandsche teelt, welke door den verkooper gedaan worden aan een graanhandelaar onder voorbehoud van de heffing van de bijkomende taxe van 3 t. h. op den herverkoop van deze producten aan een landbouwer of industrieel ander dan een molenaar of aan een kleinhandelaar. Deze bijkomende taxe wordt eveneens geheven op den door den molenaar in dezelfde voorwaarden gedanen herverkoop van graangewassen welke hij niet zou bestemd hebben voor de bereiding van broodmeel. Indien de molenaar zelf de graangewassen bestemt hetzij tot den kleinverkoop, hetzij tot een ander landbouw- of industrieel doel dan het meelmalen, moet hij de heffing tot het vereischte beloop aanvullen op de wijze en binnen den termijn bij koninklijk besluit te bepalen. »

3° Volgende woorden worden gevoegd bij het laatste lid :

« Of tot bij den verkoop bij den uitvoer en, in dit laatste geval, worden beslist, dat de taxe tot de helft vermindert wordt ».

4° Volgend lid wordt bijgevoegd bij artikel 65 :

« De Regeering wordt er toe gemachtigd de lijst op te maken van de producten welke onder de toepassing van dit artikel vallen. »

ART. 3.

Artikel 66 van de wet van 2 Januari 1926 wordt gewijzigd als volgt :

« De taxeter uitvoering van voorgaand artikel geheven op de tarwe, de spelt, de rogge en de masteluin dekt de over-

mission des farines fabriquées en Belgique avec ces céréales lorsque celles-ci ont subi la taxe de transmission.

» En ce qui concerne les farines importées, la taxe est perçue, selon le régime de l'article 65, aux taux de 1 % pour les farines de froment, d'épeautre, de seigle et de méteil et de 4 % pour les farines fabriquées avec d'autres céréales des espèces rentrant dans les termes du dit article 65.

ART. 4.

Les mots « de viandes congelées » sont supprimés dans l'article 49, 2° de la loi du 28 août 1921 modifié par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926.

Les viandes de boucherie congelées, qui sont importées, sont soumises à une taxe forfaitaire unique de 25 centimes par kilogramme, qui est acquittée à l'occasion de la déclaration en consommation.

ART. 5.

Les mots « de gaz et d'électricité » sont supprimés dans l'article 49, 3°, de la loi du 28 août 1921.

ART. 6.

Il est perçu une taxe de transmission unique de 2 % pour les livraisons de gaz et d'électricité.

Cette taxe est due à raison des fournitures faites aux consommateurs, quels que soient la qualité de ces derniers et le montant du prix de la fourniture. Toutefois, reste applicable l'exemption édictée par l'article 49, 4° de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926.

La taxe est payée au Trésor par le fournisseur, pour compte des consommateurs, d'après le montant global des

dracht van het in België gefabriceerde graanmeel wanneer het koren, waarvan dat meel voortkomt, de overdrachtsbelasting heeft betaald.

» Voor het ingevoerde meel, wordt de taxe geheven volgens het stelsel van artikel 65, tegen 1 t. h. voor het meel van tarwe, spelt, rogge en masteluin, en tegen 4 t. h. voor het meel, dat voortkomt van ander koren van de soorten aangegeven bij bedoeld artikel 65. »

ART. 4.

De woorden « bevrozen vleesch » vallen weg in artikel 49, 2°, van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926.

Het ingevoerd bevrozen slachtvleesch wordt onderworpen aan een eenige forfaitaire taxe van 25 centiem per kilogram die vereffend wordt bij de aangifte tot verbruik.

ART. 5.

De woorden « gas en electriciteit » vallen weg in artikel 49, 3°, van de wet van 28 Augustus 1921.

ART. 6.

Een eenige overdrachtstaxe van 2 t. h. wordt geheven voor de leveringen van gas en electriciteit.

Deze taxe is verschuldigd op grond der leveringen aan de verbruikers gedaan, om het even welke de hoedanigheid van laatstgenoemden en het bedrag van den prijs der levering wezen. De vrijstelling bepaald bij artikel 49, 4°, van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926, blijft evenwel toepasselijk.

De taxe wordt door den leveraar voor rekening van de verbruikers, volgens het gezamenlijk bedrag der ontvangsten,

recettes, de la manière et dans les délais fixés par arrêté royal.

Sont exonérées du droit de timbre, les quittances délivrées aux consommateurs pour prix de gaz ou d'électricité.

ART. 7.

Le deuxième alinéa du 2° de l'article 49^{bis} de la loi du 28 août 1921 (art. 75 de la loi du 2 janvier 1926) est modifié comme suit :

« Dans le cas de l'alinéa précédent, la livraison en franchise de la taxe de transmission est subordonnée à l'autorisation de l'administration et soumise aux conditions que fixera cette autorisation. Elle peut être totale ou partielle. Le bénéfice de l'exonération n'est maintenu que si l'exportation des marchandises, dont le fabricant ou l'exportateur a pris possession, est consommée dans le délai à fixer par le Gouvernement. »

ART. 8.

Dans l'article 57^{bis} de la loi du 28 août 1921 (art. 79 de la loi du 2 janvier 1926) les mots « en franchise de la taxe de transmission » sont remplacés par « en franchise totale ou partielle de la taxe de transmission ».

ART. 9.

Il est ajouté à la loi du 28 août 1921 les articles 49³, 49⁴, 49⁵ et 49⁶ ci-après :

ART. 49³. — Par dérogation à l'article 49^{bis} restent assujetties à la taxe les transmissions comportant la livraison à l'étranger ou dans la Colonie des produits ci-après :

Chevaux;
Animaux de basse-cour, gibier et volaille, vivants ou tués;

aan de Schatkist betaald, op de wijze en binnen de termijnen bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Zijn vrij van zegelrecht, de kwijtschriften aan de verbruikers afgeleverd voor den prijs van gas of electriciteit.

ART. 7.

Het 2° lid van 2° van artikel 49^{bis} der wet van 28 Augustus 1921 (art. 75 der wet van 2 Januari 1926) word gewijzigd als volgt :

« In het geval van voorgaand lid, wordt de levering met vrijstelling van de overdrachstaxe ondergeschikt aan de machtiging van het Beheer en onderworpen aan de voorwaarden door deze machtiging vastgesteld. Zij kan totaal of gedeeltelijk zijn. Het voordeel van vrijstelling blijft slechts verleend indien de uitvoer der goederen waarvan de fabrikant of de uitvoerder heeft bezit genomen, voltrokken wordt binnen den door de Regeering te bepalen termijn. »

ART. 8.

In artikel 57^{bis} van de wet van 28 Augustus 1921 (art. 79 van de wet van 2 Januari 1926) worden de woorden : « vrij van de overdrachtsbelasting » vervangen door : « geheel of gedeeltelijk vrij van de overdrachtstaxe ».

ART. 9.

Aan de wet van 28 Augustus 1921 worden de volgende artikelen 49³, 49⁴, 49⁵ en 49⁶ toegevoegd :

ART. 49³. — In afwijking van artikel 49^{bis}, blijven aan de belasting onderhevig de overdrachten omvattende de levering in het buitenland of in de Kolonie van de hiernavolgende producten :

Paarden;
Levende of gedooide dieren van het neerhof, wild en gevogelte;

Poissons, crustacés et mollusques;
Fruits et légumes.

Toutefois, si l'acheteur auquel la marchandise a été livrée en Belgique exporte celle-ci dans les trois jours de son achat et s'il justifie de la perception de la taxe de transmission du chef de celui-ci, une nouvelle taxe n'est pas exigible à raison de la livraison à l'étranger.

ART. 49¹. — Par dérogation aux articles 49 et 49^{bis} de la loi du 28 août 1924 et à l'article 70 de la loi du 2 janvier 1926 sont assujetties à la taxe les transmissions comportant la livraison à l'étranger ou dans la Colonie les produits ci-après :

Animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine;

Viande fraîche provenant de l'abatage de ces animaux;

OEufs;

Pommes de terre.

En ce qui concerne les animaux vivants ou abattus, le Gouvernement est autorisé à fixer la taxe forfaitairement par tête de bétail.

ART. 49⁵. — A l'égard des produits visés aux deux articles précédents, l'exportation est réputée constituer la livraison à l'étranger en suite d'un contrat de transmission à titre onéreux.

L'exemption établie par l'article 49, 3°, n'est pas applicable en cas d'exportation.

Le Gouvernement est autorisé à édicter toutes mesures généralement quelconques qu'il jugera nécessaires pour assurer la perception de la taxe de transmission dans les cas visés aux deux articles précédents.

Sans préjudice des sanctions établies par la loi sur la taxe de transmission, il pourra rendre applicable les dispositions des articles 19, 20, 22, 23, 24,

Visschen, schaal- en weekdieren;
Vruchten en groenten.

Echter, indien de koper aan wien de koopwaar werd geleverd in België, deze binnen drie dagen van zijn aankoop, uitvoert en indien hij de heffing van de overdrachtsbelasting dienaangaande rechtvaardigt, wordt geen nieuwe belasting meer geëischt wegens de levering in het buitenland.

ART. 49¹. — In afwijking van de artikelen 49 en 49^{bis} van de wet van 28 Augustus 1924 en van artikel 70 der wet van 2 Januari 1926, zijn aan de belasting onderhevig de overdrachten omvattende de levering in het buitenland of in de Kolonie van de hiernavolgende producten :

Dieren van het runder-, varkens-, schapen- en geitenras;

Versch vleesch voortkomende van het slachten dezer dieren;

Eieren;

Aardappelen.

Voor wat betreft de levende of afgeماakte dieren, is de Regeering gemachtigd de taxe forfaitair per stuk vee vast te stellen.

ART 49⁵. — Ten aanzien van de producten bedoeld bij beide voorafgaande artikelen, wordt de uitvoer gehouden als zijnde de levering in het buitenland, ten gevolge van een overdrachtscontract ten bezwarenden titel.

De bij artikel 49, 5° gevestigde vrijstelling, is niet van toepassing in geval van uitvoer.

De Regeering is gemachtigd alle om 't even welkdanige algemeene maatregelen te verordenen, welke zij zal noodig achten om de inning van de in de bij beide voorafgaande artikelen bedoelde overdrachtsbelasting te verzekeren.

Onverminderd de strafbepalingen gevestigd bij de wet op de overdrachtsbelasting, kan zij van toepassing maken de bepalingen der artikelen 19, 20, 22,

23, 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane ainsi que celles de la loi du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843.

ART. 49⁶. — Le Gouvernement est autorisé à étendre à tous autres produits qu'il désignera l'application des articles 49³ à 49⁵.

Les arrêtés pris en exécution du présent article seront soumis aux Chambres législatives immédiatement, si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session.

ART. 10.

Sont assujettis à une taxe de 2 % :

1^o Les contrats de location de choses mobilières;

2^o Les contrats ayant pour objet le transport des marchandises et autres objets mobiliers et le transport en commun des personnes; le remorquage;

3^o Les contrats de chargement, déchargement, d'arrimage et désarrimage, de manutention, de magasinage, de garde et plus généralement tous les contrats qui ont pour objet des prestations accessoires au transport, que ces prestations soient fournies par le transporteur lui-même ou par une autre personne;

4^o Les contrats de commission-expédition, de commission en douane, de courtage en navires et d'entreprise de voyage.

ART. 11.

Sont exonérés :

1^o Les transports maritimes;

2^o Les transports par voie ferrée, par eau ou par air pour la partie non réalisée à l'intérieur du pays;

3^o Les passages d'eau.

ART. 12.

La taxe établie au 1^o de l'article 10 est relevée à 10 % pour les locations de matériel et accessoires généralement quelconques utilisés dans les noces,

23, 24, 25, 26, 28 en 30 der wet van 6 April 1843 op de betengeling van den smokkelhandel alsmede die der wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd door de wet van 6 April 1843.

ART. 49⁶. — De Regeering is gemachtigd de toepassing van de artikelen 49³ tot 49⁵ uit te breiden tot al de overige door haar aan te duiden producten.

De besluiten in uitvoering van tegenwoordig artikel genomen zullen aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden onmiddellijk, zoo zij vergaderd zijn, zooniet bij de opening van hun eerstvolgende zitting.

ART. 10.

Worden onderworpen aan eene taks van 2 t. h. :

1^o De huurovereenkomsten voor roerende zaken;

2^o De overeenkomsten betreffende het vervoer van koopwaren en andere roerende voorwerpen en het gemeenschappelijk vervoer van personen; het sleepen;

3^o De overeenkomsten voor laden, lossen, stouwen en verstouwen, behandelen, opbergen, bewaken en meer in het algemeen al de overeenkomsten geldende voor dienstverrichtingen die bijzaak zijn tot vervoer, om het even op deze diensten worden bewezen door den vervoerder zelf of door een ander persoon;

4^o De overeenkomsten van commissie-expeditie, van tolcommissie, van scheepsmakelarij en van reisonderneming.

ART. 11.

Worden vrijgesteld :

1^o Het vervoer ter zee;

2^o Het vervoer per spoorweg, te water of door de lucht voor het deel niet binnen het Rijk afgelegd;

3^o De veerdiensten.

ART. 12.

De taxes bepaald in 1^o van artikel 10 wordt verhoogd tot 10 t. h. voor het huren van materieel en om 't even welke bijzaken gebezigd op bruiloften, feesten

fêtes et banquets. Elle est liquidée sur le prix de la location, arrondi à la dizaine inférieure.

ART. 13.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 14 pour le contrat de transport, la taxe s'acquitte par l'apposition du timbre sur une facture dont la rédaction est rendue obligatoire quels que soient la qualité des parties contractantes, le montant du prix et le mode de paiement.

En cas de paiement au comptant la quittance du prix peut tenir lieu de facture.

ART. 14.

Pour les transports effectués par les services publics ou par toute personne physique ou morale concessionnaire de ces services, la taxe est acquittée sur déclaration par le transporteur, d'après le montant total de ses recettes dans les conditions à fixer par le Gouvernement. Sont compris dans les recettes les taxes et surtaxes de transport, les indemnités de chômage et les frais accessoires ou spéciaux prévus par les tarifs.

Le mode d'acquittement ci-dessus prévu peut être étendu par le Ministre des Finances à tous autres transports.

ART. 15.

Le transporteur est autorisé à majorer les péages du montant de la taxe arrondi à la dizaine supérieure des centimes.

Toutefois, si le droit est inférieur à 5 centimes par opération, il est supporté sans recours pour le transporteur. Les cahiers des charges fixant les tarifs seront modifiés de manière à permettre au concessionnaire de se couvrir de cette nouvelle charge.

en banketten. Zij wordt vereffend op den huurprijs, afgerond tot de lagere half-tiende.

ART. 13.

Onder voorbehoud van hetgeen in artikel 14 is gezegd voor de vervoer-overeenkomst, wordt voor de taks een zegel geplakt op de factuur die in 't vervolg moet opgemaakt worden, welke de hoedanigheid van de contracteerende partijen, het bedrag van den prijs en de wijze van betaling ook wezen.

ART. 14.

Voor vervoer gedaan door openbare diensten of door elken feitelijk of zedelijk persoon vergunninghouder van deze diensten, wordt de taks betaald op aangifte door den vervoerder, volgens het totaal bedrag van zijne ontvangsten onder de voorwaarden door de Regeering te bepalen. Zijn in de ontvangsten begrepen, de taksen en bijtaksen voor vervoer, het staangeld en de bijkosten of bijzondere kosten door de tarieven voorzien.

De wijze van betaling der belasting, hierboven voorzien, kan door den Minister van Financiën ook op elk ander vervoer worden toegepast.

ART. 15.

De vervoeder is gemachtigd om de vervoergelden te verhoogen met het bedrag van de taks, naar boven afgerond tot het tiental der centiemen.

Bedraagt het recht evenwel minder dan 5 centiem per verrichting, dan komt het, zonder verhaal, ten laste van den vervoerder. De lastkohieren, waarbij de tarieven worden vastgesteld, zullen gewijzigd worden ten einde den vergunninghouder toe te laten zich voor dien nieuwen last te dekken.

ART. 16.

Lorsque l'exécution d'un transport a entraîné l'intervention de plusieurs intermédiaires, la taxe est perçue à l'occasion de la prestation fournie par chacun d'eux et sur le prix en principal et accessoires de ces prestations.

Sont exclues, en conséquence, de la base de perception les sommes portées en compte par un intermédiaire du chef du remboursement du prix des services prestés par un autre entrepreneur ou intermédiaire.

Sont également exclues de la base imposable les sommes avancées pour droits d'entrée, de douane ou d'accise et pour taxe de transmission.

Les déductions prévues aux deux alinéas qui précèdent ne sont toutefois autorisées que pour autant que la facture détaille séparément les sommes afférentes aux prestations fournies par l'auteur de celle-ci et les sommes avancées par lui.

ART. 17.

Dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente loi, les dispositions édictées pour le contrat d'entreprise d'ouvrage par la loi du 10 août 1923, modifiée par celle du 2 janvier 1926, relative au mode d'emploi du timbre, à la tenue, la conservation et la communication des facturiers et autres documents, aux mesures de contrôle, aux sanctions, aux remboursements, à la preuve des contraventions, à la procédure et à la prescription, ainsi que les articles 46 et 67 de la loi du 28 août 1921 et 12 de la loi précitée du 10 août 1923, sont rendues applicables aux contrats visés à l'article 10 de la présente loi.

ART. 16.

Wanneer verscheiden tussenpersonen bij een vervoer zijn tussenbeide gekomen, wordt de taks geheven ter gelegenheid van het door elk van hen gedaan gedeeltelijk vervoer op het bedrag der hoofdsom en bijkosten daarvan.

Komen, bijgevolg, niet in aanmerking voor het bepalen van den grondslag der heffing, de sommen, door eenen tussenpersoon in rekening gebracht wegens terugbetaling van den prijs der diensten, door een anderen ondernemer, of tussenpersoon bewezen.

Worden eveneens niet opgenomen in het tot grondslag der heffing dienend bedrag, de sommen voorgeschoten voor invoer-, douane- of accijnsrechten en voor overdrachtstaks.

De in de twee voorgaande alinéa's voorziene aftrekkingen zijn evenwel slechts toegelaten voor zoover de factuur afzonderlijk opgeeft de sommen, welke betrekking hebben op de diensten van hem, die ze heeft opgemaakt, en de sommen, welke hij heeft voorgeschoten.

ART. 17.

In zoover bij deze wet geen afwijking wordt voorzien, worden op de bij artikel 10 dezer wet bedoelde overeenkomsten toepasselijk gemaakt de bepalingen afgekondigd voor de overeenkomsten van werkondernemingen door de wet van 10 Augustus 1923, gewijzigd door die van 2 Januari 1926, betreffende de gebruikswijze van het zegel, het houden, het bewaren en de kennisgeving van de factuurboeken en andere stukken; betreffende de maatregelen van contrôle, de strafbepalingen, de terugbetalingen, het bewijs van overtreding, de rechtspleging en de verjaring, alsmede de artikelen 46 en 67 der wet van 28 Augustus 1921 en 12 der hooger genoemde wet van 10 Augustus 1923.

Taxe de séjour et de consommation dans les hôtels, restaurants et pâtisseries.

ART. 18.

Sous réserve du 2^d alinéa de l'article 40 de la loi du 28 août 1921, des 2^e et 3^e alinéas de l'article 2, des deux derniers alinéas de l'article 5 et de l'article 7 de la loi du 16 juillet 1922, les dispositions légales établissant le droit de timbre de quittance sur les sommes payées du chef des consommations et du séjour dans les hôtels, restaurants, pâtisseries et autres établissements où la clientèle consomme sur place, sont remplacées par les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. Il est établi sur les dépenses de consommation et de séjour dans les hôtels, restaurants et autres établissements où la clientèle consomme sur place, une taxe de 10 % lorsque le montant de la dépense dépasse :

- a) 10 francs par repas et par personne;
- b) 12 francs par jour et par personne pour location de chambre ou appartement;
- c) 25 francs par personne et par journée de séjour.

La même taxe est exigible sur les sommes payées pour repas fournis par les traiteurs et par les restaurateurs en dehors de leur établissement. Sont compris dans la dépense les accessoires généralement quelconques du repas, y compris, le cas échéant, la location du matériel, les ornements et garnitures.

§ 2. Sont également soumises à une taxe de 10 % :

1° Les dépenses faites dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires, pour les consommations prises sur place, du moment que le montant de la dépense dépasse 3 francs par collation et par personne;

Taxe voor verblijf en verbruik in hotels, spijshuizen en pasteibakkerswinkels.

ART. 18.

Onder voorbehoud van het tweede lid van artikel 40 der wet van 28 Augustus 1921, van het tweede en het derde lid van artikel 2, van de laatste twee leden van artikel 5 en van artikel 7 der wet van 16 Juli 1922, worden de wetsbepalingen tot vestiging van het recht van het kwijtschriftzegel op de sommen betaald uit hoofde van het verbruik en het verblijf in hotels, spijshuizen, pasteibakkerswinkels en andere inrichtingen waar de clienteele ter plaatse verbruikt vervangen door de volgende :

§ 1. Op de uitgaven wegens verblijf en verbruik in hotels, spijshuizen en andere inrichtingen waar de clienteele ter plaatse verbruikt, wordt eene taxe van 10 t. h. gevestigd, wanneer het bedrag overschrijdt :

- a) 10 frank per eetmaal en per persoon;
- b) 12 frank per dag en per persoon wegens verhuring van eene kamer of een kwartier;
- c) 25 frank per persoon en per verblijfsdag.

Dezelfde taxe is te innen op de sommen betaald voor eetmalen geleverd door restauratiehouders buiten hunne inrichting. Worden begrepen in de uitgave, alle bijkomstigheden hoorende bij het eetmaal desgevallende inbegrepen, het huren van het materieel, versieringen en garnituur.

§ 2. De taxe van 10 t. h. is insgelijks toepasselijk :

1° Op de uitgaven in pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijkaardige inrichtingen, wegens verbruik ter plaatse, van het oogenblik dat het bedrag der uitgave 3 frank per persoon en per maal overschrijdt;

2° Les sommes payées pour les achats de produits de la pâtisserie, y compris les glaces et sorbets, et de la boulangerie fine, non consommés sur place, si le montant de la dépense excède 5 francs. Cette disposition n'est pas applicable aux achats des mêmes produits faits en vue de la revente par des personnes qui en font le commerce. Le Gouvernement détermine les produits de boulangerie qui ne sont pas assujettis à la taxe.

§ 3. La taxe établie par les paragraphes 1^{er} et 2 est liquidée sur le montant de la somme payée arrondie à la demi-dizaine inférieure.

Pour les paiements compris entre 3 et 5 francs, visés au 1^o du paragraphe 2, la taxe est de 25 centimes.

§ 4. Sont assujettis à une taxe fixe de 25 centimes les paiements de sommes s'élevant à 10 francs et plus et se rapportant à une dépense qui n'excède pas, par personne, les minima de 3, 10, 12 et 25 francs indiqués ci-dessus.

§ 5. Les taxes établies par le présent article ne sont pas applicables aux dépenses effectuées dans les maisons de danse et restaurants y annexés qui sont soumis à la taxe sur les spectacles au taux maximum de celle-ci.

§ 6. Dans tous les cas où la taxe proportionnelle de 10 % ou la taxe fixe de 25 centimes est due, la délivrance d'une note ou quittance, dûment timbrée à concurrence du montant de la taxe, est obligatoire au moment du paiement.

Chaque infraction à cette obligation est punie d'une amende égale à dix fois

2° De sommen betaald voor den aankoop van producten van de pasteibakkerij, ijsroom en ijsdranken inbegrepen, en van de fijnbakkerij, die niet ter plaatse gebruikt worden, zoo het bedrag van de uitgave 5 frank overschrijdt. Deze bepaling is niet toepasselijk op de aankopen van dezelfde producten gedaan met het oog op den wederverkoop door personen die daarin handel drijven. De Regeering bepaalt de bakkerijproducten die niet aan de taxe onderworpen worden.

§ 3. De taxe gevestigd bij paragraphen 1 en 2 wordt uitgekeerd op het bedrag van de betaalde som die tot het minder beloopende halftiende wordt afgerond.

Voor de betalingen begrepen tusschen 3 en 5 frank en bedoeld in 1^o van § 2 bedraagt de taxe 25 centiem.

§ 4. Worden onderworpen aan eene vaste taxe van 25 centiem de betalingen van sommen die 10 frank en meer beloopt en betrekking hebben op eene uitgave die niet de vorenvermelde minima van 3, 10, 12 en 25 frank per persoon overschrijden.

§ 5. De bij dit artikel gevestigde taxes zijn niet toepasselijk op de uitgaven gedaan in de danshuizen en daarbij hoorende spijshuizen die onderhevig zijn aan de taxe op de vertooningen tegen het maximum bedrag dezer.

§ 6. In alle gevallen waar de evenredige taxe van 10 t. h. of de vaste taxe van 25 centiem wordt geïnd, is de aflevering van eene rekening of een kwijtschrift, naar behooren met een zegel voorzien ten bedrage van de taxe, verplichtend op het oogenblik van de betaling.

Elke overtreding van deze verplichting wordt gestraft met eene boete die

le droit écludé sans qu'elle puisse être inférieure à 500 francs.

Taxe de luxe.

ART. 19.

Le taux de la taxe sur la vente d'objets de luxe est fixé à 6 francs ou à 10 francs par 100 francs selon la classification que le Gouvernement est autorisé à faire, par application de l'article 109 de la loi du 2 janvier 1926.

Le taux de la taxe sur le prix de location de coffres forts dans les banques est fixé à 10 francs par 100 francs.

Ces taxes sont calculées sur le montant de la dépense arrondi à la demi-dizaine inférieure.

L'article 103 de la loi du 2 janvier 1926 est abrogé.

ART. 20.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 100 de la loi du 2 janvier 1926 :

« La délivrance d'une facture est obligatoire pour toute réparation dont le prix atteint la somme de 10 francs. Le taux de 6 ou de 10 % n'est pas applicable aux factures se rattachant à des réparations dont le prix est inférieur à cette somme. »

ART. 21.

L'article 102 de la loi du 2 janvier 1926 est remplacé par la disposition suivante :

« Toute opération qui a subi la taxe de luxe est exempte de la taxe de transmission et du timbre de facture. »

ART. 22.

A l'article 109, 1^{er} alinéa, de la loi du 2 janvier 1926, les mots « 6 % » sont remplacés par le mot « luxe ».

Weeldetaxe.

ART. 19.

Het bedrag van de taxe op den verkoop van weeldeartikelen is op 6 frank of op 10 frank per 100 frank vastgesteld, naar gelang van de rangschikking waartoe de Regeering kan overgaan, overeenkomstig artikel 109 van de wet van 2 Januari 1926,

Het bedrag van de taxe op den huurprijs van brandkassen in de banken is vastgesteld op 10 frank per 100 frank.

Deze taxes worden berekend op het bedrag van de uitgave afgerond tot het lager half tiental.

Artikel 103 van de wet van 2 Januari 1926 is ingetrokken.

ART. 20.

Het volgend lid wordt toegevoegd aan artikel 100 van de wet van 2 Januari 1926 :

« Het afleveren van een factuur is verplichtend gesteld voor elke herstelling die de som van 10 frank bedraagt. Het bedrag van 6 of van 10 t. h. is niet van toepassing op de facturen afgeleverd naar aanleiding van herstellingen die minder bedragen dan deze som. »

ART. 21.

Artikel 102 van de wet van 2 Januari 1926 is vervangen door de volgende bepaling :

Elke verrichting, op dewelke de weeldetaks werd geheven, is vrijgesteld van de overdrachtsbelasting en van het factuurzegel.

ART. 22.

In artikel 109, 1^o lid, der wet van 2 Januari 1926, worden de woorden : « taxe 6 t. h. » vervangen door het woord : « weeldetaxe ».

Après les mots « Ces arrêtés » sont intercalés les mots suivants : « fixe la classe des objets assujettis au taux de 6 % et celle des objets soumis au taux de 10 %. Ils ».

ART. 23.

A l'article 110 de la loi du 2 janvier 1926, les mots « ou sur toute transmission antérieure » sont intercalés après les mots « le marchand détaillant » et aux mots « 6 % » sont substitués les mots « 6 ou de 10 % ».

L'alinéa suivant est ajouté à cet article :

« Tout objet de luxe vendu par un fabricant d'objets similaires est réputé jusqu'à preuve du contraire avoir été fabriqué par lui. »

Dispositions diverses,

ART. 24.

L'alinéa suivant est intercalé entre les deux derniers alinéas de l'article 52 de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 76 de la loi du 2 janvier 1926 :

« Pour les produits qui sont soumis à une taxe unique ou forfaitaire, la confection d'une facture, d'un bordereau d'achat ou autre écrit constatant la transmission à l'occasion de laquelle la taxe est exigible, est obligatoire quel que soit le montant du prix lorsque l'achat est réalisé en vue de la vente ou d'un usage professionnel. »

ART. 25.

Dans le premier alinéa de l'article 77 de la loi du 2 janvier 1926 les mots : « le paragraphe 3 » sont remplacés par : « le premier alinéa du paragraphe 3 ».

Na de woorden : « Deze koninklijke besluiten » wordt ingevoegd : « bepalen de klasse der voorwerpen onderworpen aan de heffing van 6 t. h. en die der voorwerpen onderworpen aan de heffing van 10 t. h. Zij ».

ART. 23.

In artikel 110 der wet van 2 Januari 1926 worden de woorden : « of op elke andere vorige overdracht » ingevoegd na de woorden : « den kleinhandelaar » en worden de woorden : « 6 t. h. » vervangen door : « 6 of 10 t. h. ».

Het volgend lid wordt bij dat artikel gevoegd :

« Elk weeldevoorwerp verkocht door een fabrikant van gelijksoortige voorwerpen wordt tot tegenbewijs geacht door hem vervaardigd geworden te zijn, »

Diverse bepalingen.

ART. 24.

Het volgend lid wordt ingevoegd tusschen de laatste twee alinea's van artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd door artikel 76 der wet van 2 Januari 1926 :

« Voor de producten, die aan een eenige of forfaitaire taxe onderworpen zijn, is het opmaken van eene factuur, van een koopbordereel of ander geschrift tot vaststelling van de overdracht naar aanleiding van welke de taxe verschuldigd is, verplichtend, wanneer de aankoop gedaan wordt met het oog op wederverkoop, of aanwending voor zijn beroep. »

ART. 25.

In het eerste lid van artikel 77 der wet van 2 Januari 1926 worden de woorden : « paragraaf 3 » vervangen door : « het eerste lid van paragraaf 3 ».

ART. 26.

L'alinéa suivant est intercalé entre le troisième et le quatrième alinéa de l'article 62 de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 81 de la loi du 2 janvier 1926.

« En ce qui concerne les perceptions effectuées à l'intervention de l'Administration des Douanes, les mêmes communications peuvent, moyennant l'autorisation susdite, être exigées par les fonctionnaires de la douane ayant au moins le grade de contrôleur ».

ART. 27.

Au 1° de l'article 83 de la loi du 2 janvier 1926 sont ajoutés les mots suivants : « pour autant que l'engagement de celui-ci tombe sous l'application de l'article 1^{er}, 2°, de la loi du 10 août 1923 ».

ART. 28.

Le droit de timbre de facture et le droit de timbre de quittance d'honoraires établis le premier par les articles 1^{er} et suivants de la loi du 10 août 1923 modifiés par les articles 83 et suivants de la loi du 2 janvier 1926 et le second par les articles 113 et suivants de la loi du 2 janvier 1926 seront dorénavant perçus à titre de taxes assimilées au timbre.

ART. 29.

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 118 de la loi du 2 janvier 1926.

Au 1^{er} alinéa, après les mots « d'un titre de libération », sont intercalés les mots « dûment timbré à concurrence du montant de la taxe ».

Au 2° alinéa, les mots « cette disposition » sont remplacés par les mots

ART. 26.

Volgend lid wordt ingevoegd tussen het derde en vierde lid van artikel 62 der wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd door artikel 81 der wet van 2 Januari 1926.

« Wat betreft de heffingen door tussenkomst van het Beheer der douanen, kunnen dezelfde mededeelingen, mits voormelde machtiging, gevorderd worden door de tolambtenaars welke ten minste den graad van contrôleur hebben ».

ART. 27.

In 1° van artikel 83 der wet van 2 Januari 1926 worden volgende woorden ingevoegd : « in zoover de verbintenis van deze onder toepassing valt van artikel 1, 2°, der wet van 10 Augustus 1923. »

ART. 28.

Het recht van factuurzegel en van kwijtingzegel van honoraria, gevestigd het eerste door het eerste artikel en de volgende artikelen der wet van 10 Augustus 1923 gewijzigd door de artikelen 83 en volgenden der wet van 2 Januari 1926, en het andere door de artikelen 113 en volgende der wet van 2 Januari 1926 worden voortaan geïnd als taxes gelijkgesteld met het zegelrecht.

ART. 29.

De volgende wijzigingen zijn gebracht aan artikel 118 van de wet van 2 Januari 1926 :

In lid 1 worden, na de woorden « van een titel van ontlasting » de woorden « behoorlijk voorzien van een zegel ten beloope van het bedrag van de taks » ingelascht.

In lid 2 worden de woorden « deze bepaling » vervangen door de woorden

« l'obligation de délivrer un écrit libératoire. »

L'alinéa suivant est intercalé entre les 2^e et 3^e alinéas :

« La délivrance d'un écrit libératoire non timbré ou insuffisamment timbré est punie conformément à l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919. »

ART. 30.

L'article 6 de la loi du 16 juillet 1922 est modifié comme suit :

« Les contraventions aux dispositions légales régissant le droit de timbre et les taxes assimilées au timbre peuvent être établies par toutes voies de droit, à l'exception du serment. »

ART. 31.

Dans l'article 28 de la loi du 24 octobre 1919 après le mot « timbre » sont intercalés les mots « et des taxes assimilées au timbre ».

ART. 32.

L'article 18 de la loi du 10 août 1923 est modifié comme suit :

« Le droit de timbre de 20 centimes par 500 francs sur les quittances données à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics est à la charge des personnes qui les délivrent. »

ART. 33.

Par dérogation à l'article 9, 25^e de la loi du 25 mars 1891, sont dispensées du timbre de dimension les correspondances échangées entre parties contractantes ou intéressées et relatives à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat synallagmatique assujéti à un droit de timbre proportionnel ou à une taxe assimilée au timbre.

« de verplijting een titel van ontlasting af te leveren ».

Het volgend lid wordt ingelascht tusschen lid 2 en lid 3 :

« De aflevering van een niet of ontoereikend van zegel voorzienen titel van ontlasting wordt gestraft overeenkomstig artikel 3 van de wet van 24 October 1919. »

ART. 30.

Artikel 6 der wet van 16 Juli 1922 wordt gewijzigd als volgt :

« De overtredingen van de wetsbepalingen die het zegelrecht en de daarmee gelijkgestelde taxen beheerschen, kunnen door alle rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed, vastgesteld worden. »

ART. 31.

In artikel 28 der wet van 24 October 1919 worden na het woord « zegel » de woorden « en de daarmee gelijkgestelde taxen » ingelascht.

ART. 32.

Artikel 18 der wet van 10 Augustus 1923 wordt gewijzigd als volgt :

« Het zegelrecht van 20 centiemen per 500 frank op de kwijtschriften gegeven aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare inrichtingen, valt ten laste van de personen die ze afleveren. »

ART. 33.

Bij afwijking van artikel 9, 25^e der wet van 25 Maart 1921 wordt van het formaatzegel vrijgesteld de briefwisselingen verwisseld tusschen contracteerende of belanghebbende partijen en betreffende het sluiten of de uitvoering van een wederzijds bindend contract onderworpen aan een evenredig zegelrecht of aan een met het zegelrecht gelijkgestelde taxe.

*Permis de port d'armes de chasse
et de chasse au lévrier.*

ART. 34.

Les nombres 200, 150 et 50 mentionnés dans les articles 1^{er} et 2 de la loi du 30 juillet 1922 sont remplacés respectivement par les nombres 500, 375 et 125.

Cette disposition entre en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1926.

Permis de tenderie aux oiseaux.

ART. 35.

Les nombres 30, 10, 40 et 20 mentionnés dans l'article 4 de la loi précitée du 30 juillet 1922 sont remplacés respectivement par les nombres 75, 25, 100 et 50.

Etablissements de canardières.

ART. 36.

Le nombre 1000 mentionné dans l'article 5 de la loi précitée du 30 juillet 1922 est remplacé par le nombre 2500.

ART. 37.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner par arrêté royal les dispositions légales régissant le droit de timbre et les taxes assimilées au timbre.

Amendes pénales.

ART. 38.

Le nombre 40 décimes mentionné dans l'article 176 de la loi du 2 janvier 1926 est remplacé par le nombre 90 décimes.

*Verlofbrieven voor het dragen van
jachtwapens en voor het jagen met
den hazenwind.*

ART. 34.

De getallen 200, 150 en 50, vermeld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 30 Juli 1922 worden onderscheidenlijk vervangen door de getallen 500, 375 en 125.

Deze bepaling treedt in voege van af 1 Juli 1926.

*Verlofbrieven voor het vogelvangen
met netten.*

ART. 35.

De getallen 30, 10, 40 en 20, vermeld in artikel 4 van voormelde wet van 30 Juli 1922 worden onderscheidenlijk vervangen door de getallen 75, 25, 100 en 50.

Inrichtingen van eendekooien.

ART. 36.

Het getal 1,000 vermeld in artikel 5 van voormelde wet van 30 Juli 1922 wordt vervangen door het getal 2,500.

ART. 37.

De Regeering wordt gemachtigd, bij Koninklijk besluit, de wettelijke bepalingen betreffende het zegelrecht en de met het zegelrecht gelijkgestelde taxes samen te ordenen.

Boetstraffen.

ART. 38.

Het getal 40 deciem vermeld bij artikel 176 van de wet van 2 Januari 1926 wordt vervangen door het getal 90 deciem.

ART. 39.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 34, le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreront en vigueur les dispositions de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1926.

ART. 39.

Onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 34 werd gezegd, zal de Regeering den datum vaststellen waarop de bepalingen van deze wet in voege zullen treden.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Juni 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

HENRI JASPAR.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*
EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

PAUL HYMANS.

| *De Minister van Justitie,*

*Le Ministre des Sciences,
et des Arts,*

CAM. HUYSMANS.

| *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

B^{on} HOUTART.

| *De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

H. BAELS.

| *De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

J. WAUTERS.

| *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,*

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones
et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

| *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen, Telegrafen, Telefonen
en Luchtvaart,*

Le Ministre de la Défense Nationale,

DE BROQUEVILLE.

| *De Minister van Landsverdediging,*

Le Ministre, membre du Conseil,

E. FRANQUI.

| *De Minister, lid van den Raad,*